

COMMENT CRÉER UNE VILLE SOUTENABLE AU PLAN ÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE ?

La crise du coronavirus montre la fragilité des villes dans leur approvisionnement alimentaire. A cause de cela, certains produits de première nécessité manquent dans certains magasins d'occident, un peu comme autrefois dans les magasins de l'Union soviétique ! Or, développer des villes plus résilientes au plan alimentaire, économique et écologique suppose de repenser l'urbanisme et de l'aménagement du territoire dans une perspective de relocalisation. Cependant, les surfaces cultivables diminuent avec l'urbanisation croissante. C'est pourquoi, les petites villes ou les gros villages sont l'avenir de l'urbanisation future. Créer de petite villes, accroît aussi l'autonomie gouvernementale des citoyens. Diminuer les distances d'approvisionnement des communes permet à la fois plus d'autonomie et de réduire les déplacements, donc de limiter le réchauffement climatique. Ralentir les villes s'avère aussi une des dimensions des politiques de relocalisation.

En bref, la qualité de vie relève des 5 secteurs principaux, qui président aux sociétés : l'environnement, la culture, le social, l'économie et la gouvernementalité (la démocratie).

La qualité de vie démocratique suppose que les citoyens (et pas seulement les élus et les experts en urbanisme et en développement local) puissent décider collectivement :

- d'une juste proportion entre la quantité des végétaux dans les villes et à leurs périphéries,
- de la répartition entre les végétaux agricoles et les végétaux forestiers,
- du maximum et du minimum de surface et d'habitants des villes,
- du niveau de densification de l'habitat (en accroissant la hauteur et/ou en diminuant la surface) contre la proportion de végétation par rapport à l'habitat,
- du fort niveau de densité de la diversité des opportunités économiques, sociales, culturelles, contre la faible niveau de densité de la diversité conférant la liberté par l'espace et la solitude.

Les politiques urbaines conséquentes avec les problèmes écologiques réorganisent les villes. Car, les surfaces cultivables diminuent avec le développement de l'urbanisation. De plus, les grandes villes manquent d'autonomie économique et les distances parcourues contribuent au réchauffement climatique. C'est pourquoi, les petites villes ou les gros villages sont l'avenir de l'urbanisation future.

Il existe donc trois orientations insoutenables au plan écologique : 1) des villes gigantesques composées principalement de maison individuelles avec jardin particulier, dont la densité au Km2 est faible par habitant, telle Los Angeles. Cela génère des temps de transports longs, qui se révèlent écologiquement néfastes. 2) Ou à l'inverse des mégapoles urbaines, telle Hong Kong, Moscou et même Paris, qui s'avèrent si denses que la qualité de vie et leur empreinte carbone et écologique n'est pas soutenable. 3) La 3e solution ne s'avère pas soutenable non plus, c'est celle du retour à la terre et du développement de trop petits villages non autonomes et trop distants entre eux ou des grandes villes.

A l'inverse de ces trois directions, l'alternative consiste dans le développement d'un habitat entouré de plus de végétation et d'une vie plus agricole autour de gros villages, ou de petites villes. Dans les deux cas,

cela suppose une densité « moyenne » d'habitants/Km², que ces communes soient diversifiées, belles et végétalisées et majoritairement autonomes sur les 5 secteurs clés (économie, social, culture, démocratie, écologie) et donc de produire en circuits courts économiquement.

Il y a donc la qualité de vie qui relève de l'environnement : la qualité et la quantité des espaces vert, mais aussi la soutenabilité écologique (avec notamment une faible émission de CO₂ et une faible consommation d'énergie). Il y a aussi la qualité de vie socio-économique, la quantité, la qualité, la diversité, la densité de diversité des offres d'emplois, des aides sociales, des relations possibles... Il y a la qualité de vie culturelle : les loisirs, les spectacles, l'éducation, les médias... La qualité de vie relève aussi de la qualité de la beauté, mais aussi de la quantité de beauté disponible. Le critère de la beauté s'inscrit, dans les 5 secteurs sociétaux (l'économie, le social, la culture, la démocratie et l'écologie), or dans le cadre de la relocalisation, il porte plus particulièrement sur l'architecture et l'urbanisme. Enfin, il y a aussi la qualité de vie démocratique, qui permet de gérer démocratiquement les 4 autres secteurs de la qualité de vie communale dans les villes et les villages. C'est donc la combinaison harmonieuse et spécifique entre ces différents critères et secteurs qui confère une qualité de vie forte et spécifique à une commune.

Un des enjeux du débat consiste à déterminer la meilleure densité d'hab/km² pour créer une ville soutenable écologiquement et alimentaires, mais aussi économiquement, socialement, culturellement. Cependant, les villes anciennes s'inscrivent dans un temps long et ne peuvent être rebâties en suivant uniquement un idéal théorique écologique de soutenabilité. Par exemple, pour la ville de Besançon a plus de 2000 ans d'histoire. En effet, il semble difficile de détruire des maisons déjà habitées et situées à la périphérie de la commune de Besançon, dans le but d'utiliser les terres pour accroître l'autonomie agricole de la ville et pour diminuer la surface de la ville, afin de diminuer les déplacements. Pour s'orienter démocratiquement dans cette direction, cela nécessite des décennies. La ville peut préempter les maisons et les terrains lorsqu'elles sont vendues puis les remplacer par des terrains agricoles. Mais la vitesse du réchauffement climatique et la rapide fin des ressources de pétrole paraissent plus rapides que la lenteur d'un réaménagement urbain démocratique.

Donc, compte tenu de contrainte historique, démocratique et de l'urgence, la solution la plus adéquate paraît plutôt celle du statut quo, donc de ne pas remplacer des jardins ouvriers par des écoquartiers, tels celui des Vaite. Car créer un éco-quartier augmentera la densité par habitant, mais cela va aussi accroître aussi la démographie, puisque la surface de la ville ne diminuera pas, à court terme, puisqu'il n'est pas envisageable socialement et démocratiquement de déloger les citadins en détruisant leurs maisons existantes à la périphérie de la ville.

Conserver les jardins ouvriers contribuera à limiter la croissance démographique de la ville, si la municipalité interdit en même temps des constructions nouvelles dans la commune. Mais sans cette interdiction, la ville risque de s'agrandir en surface et en démographie.

Un dossier : La densification en débat :

Ce dossier ne parle pas seulement de densité urbaine, mais de ses relations avec l'écologie (l'empreinte carbone, la qualité de vie dans la nature...)
<https://www.aurm.org/uploads/media/f7018dfe821c61135f2016a5d277c984.pdf>

Pour vous préparez au débat :

Une vidéo : La VILLE peut-elle vraiment être ÉCOLO ? - Guillaume Faburel

<https://www.youtube.com/watch?v=oF7r4Dig0J0>

Revégétaliser les villes permet d'améliorer la qualité de vie urbaine. Dans cet optique, des militants écologistes cherchent à redonner vie, à la ville en redonnant plus de place au végétal. Après avoir fondé le forum « GuerrillaGardening.org » en 2004, le géographe londonien Richard Reynolds a rédigé en 2010 un ouvrage intitulé « La guérilla jardinière » (Ed. Yves Michel), dans lequel il explique l'essor de ce mouvement pour revégétaliser les villes... La guérilla ne se fait pas avec des armes, mais par exemple avec des « bombes végétales ». Elles ne sont pas composées d'explosif chimique, mais de la puissance vitale des graines naturelles, qu'on lance dans des zones inaccessibles et bétonnées, afin que se développent de jolies fleurs au milieu des villes grises et bétonnées. Il se fait ainsi le porte parole de ces activistes disséminés sur la planète.

La revégétalisation urbaine vise « à créer un meilleur cadre de vie, car la couverture végétale fournit de l'ombre, de l'oxygène tout en nous procurant une isolation sonore et thermique et en évitant des inondations provoquées par l'imperméabilisation des sols. A encourager les citoyens à pratiquer l'agriculture, le jardinage et à toucher la terre, geste de plus en plus rare en ville. A réintroduire la biodiversité sur les murs bétonnés de nos villes. A favoriser les échanges au sein de son quartier notamment en créant un jardin partagé qui est un lieu propice aux liens sociaux »^{[1][1]}. De nombreuses associations militent pour le développement des jardins partagés, tel le réseau « du Jardin dans Tous Ses Etats » depuis 1997. Mais comment organiser les espaces végétaux en ville ?

ON OBSERVE DES EXPÉRIMENTATIONS

POUR RENDRE LES VILLES PLUS AUTONOMES AU PLAN ALIMENTAIRE.

Ainsi, depuis plusieurs années il y a une pratique croissante du maraichage dans les villes, notamment grâce au mouvement des « incroyables comestibles » ou de « guérilla végétale »... C'est d'une certaine façon un retour aux anciens jardins ouvriers. Cependant, auparavant il s'agissait surtout d'un complément alimentaire, alors qu'à présent cela vise prioritairement une plus grande autonomie alimentaire des villes dans une perspective plus écologique. Cet engouement s'explique, selon l'environnementaliste Roland Vidal, par trois sources d'inquiétude : 1) « la qualité sanitaire des denrées alimentaires » en réduisant les distances et en améliorant la connaissance des producteurs par plus de transparence et de lien social, 2) « la sécurité de l'approvisionnement », à l'heure où les ressources du pétrole diminuent progressivement et 3) « l'impact environnemental »^{[2][2]}.

Cependant, l'action actuelle de ces mouvements militants s'avère seulement un minuscule supplément à la production agricole importée de la campagne vers les villes. Car dans les grandes villes, l'immense majorité de l'alimentation proviendra toujours des champs de céréales et de maraichage sur de plus grandes surfaces loin des villes. « Si la surface agricole du Grand Besançon (qui compte 193 000 habitants) était exclusivement dédiée à l'alimentation de ses habitants, seuls 24 % des besoins pourraient être couverts selon le régime alimentaire actuel ». Alors même que le territoire du Grand Besançon est un espace conservant une forte empreinte rurale et naturelle (> 3/4 surface)^{[3][3]}. Si tous les espaces verts étaient cultivés avec du maraichage, on ne pourrait nourrir que 30 % de la population de la ville de Sheffield en Angleterre, qui a la même démographie que Lyon (mais sa densité s'avère 9 fois moins denses). Pour une ville comme Paris cela ne permettrait de satisfaire que 6 à 7% des besoins alimentaires^{[4][4]}.

Par conséquent, les micros-espaces maraichers dans la ville ne suffiront jamais à alimenter l'ensemble de la population d'une ville. D'autant plus, que cette dernière trouve sa cohérence et son intérêt sociétal et écologique, dans un minimum de densité des habitations. De même, selon l'agronome Carl Gagné, pour

nourrir une ville comme Paris avec ces 2 millions d'habitants et c'est 105,40 km², cela nécessite « trois millions d'hectares, soit six fois plus que la région Ile de France en comporte. Donc même si l'on rapprochait les lieux de production au plus près de la ville, il faudrait quand même parcourir environ 200 à 300 km pour nourrir toute la population de Paris^[5][5]. Or, c'est grâce aux développements des transports, auparavant, grâce aux chemins de fer, que « les parisiens très mal nourris au XIXe siècle ont beaucoup mieux mangés ». Par conséquent, plus les villes sont petites, plus elles diminuent leur empreinte carbone. Par contre, si elles deviennent des villages, alors elles perdent leur autonomie globale, vis à vis des autres services. Sauf, à revenir à mode de vie paysan avec une perte de la diversité et de la qualité au plan de l'industrie et des services, l'école, la santé, l'industrie, la culture, les loisirs...

LES PETITES VILLES OU LES GROS VILLAGES SONT L'AVENIR DE L'URBANISATION FUTURE

Au travers de l'empreinte carbone et écologique, la crise environnementale pousse à la prise de conscience d'une nouvelle organisation des déplacements et de l'habitat. Or les choix urbanistes n'ont pas seulement une fonction pratique, ils contribuent à modifier le paysage urbain, mais aussi rural. Dans les communautés traditionnelles, les relations sociales étaient facilitées par la taille relative des villages. Cependant, cela pouvait devenir aussi relativement étouffant ou sclérosant. Aussi, les décroissants souhaitent que la solitude individualiste des mégalopoles soit remplacée par plus de relations sociales, grâce à la création petites villes ou de grands villages.

Cependant, créer une multitude de maisons et de villages dans les campagnes, n'est pas viable à long terme, car cela suppose d'importants déplacements entre les villages et/ou la ville la plus proche. Seul une autonomie quasi complète, sur le plan économique, sociale ou relationnelle permettrait d'éviter les déplacements en excès, ce qui semble assez difficilement envisageable à présent.

Pourtant on estime que « que 80 % du travail d'autrui consommé par un individu est produit dans un rayon de 20 km autour de lui »^[6][6]. La vie se révèle donc en réalité largement locale, mais la mondialisation tend à nous en écarter de plus en plus créant une perte d'autonomie et des dégâts écologiques. En effet, sur le plan de l'empreinte écologique et carbone, l'excès de déplacement a un coût important (pétrole, CO₂, extraction des métaux pour la production du véhicule...). Il en est de même pour l'idée d'avoir chacun sa maison individuelle avec jardin. Pour ces différentes raisons aussi économiques, l'humanité va progressivement chercher à minimiser le coût écologique de son habitat et de ses déplacements, en favorisant le développement de gros villages ou de petites villes.

La taille idéale d'une ville était de 30 000 habitants selon Platon. A sa suite, le jeune Aristote, affirme dans L'Éthique à Nicomaque que « Si dix hommes, en effet, ne sauraient constituer une Cité, cent mille hommes ne sauraient non plus en former une », car ils ne peuvent plus converser entre eux (IX, 9, 1170, b31).

Le philosophe grec Takis Fotopoulos reprend cette conception et envisage aussi de se limiter à de petites villes. Il s'agirait pour lui de créer « une "fédération de dêmoi", c'est à dire de petites unités homogènes de 30 000 habitants environ. Ce chiffre permet, selon lui, de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels. Contrairement aux idées reçues, la taille ne serait pas un « déterminant exclusif ni même décisif de la viabilité économique »^[7][7]. Il faudra probablement, précise-t-il, « morceler en plusieurs "dêmoi" de nombreuses villes modernes étant donné leur gigantisme »^[8][8]. En deçà de cette limite, les habitants peuvent traverser leur ville à pied sans devoir prendre un bus ou une voiture ; ils se rendent en quelques minutes à l'école, au marché, à la bibliothèque ou au centre médical. Or, à l'inverse, « des millions de gens commencent à se déplacer. Attirés par les lumières de la ville, ils désertent les zones rurales et vont se déverser dans la grande ville où ils provoquent une croissance pathologique »^[9][9].

La cité-jardin est un ville de taille analogue à celle de Platon et de Fotopoulos. C'est une idée de l'urbaniste britannique Ebenezer Howard, dans son livre « To-morrow : A peaceful path to real reform » de 1898.

Cette utopie démocratique locale rejoint les idées de la plupart des penseurs d'une démocratie écologique, comme l'anarchiste Murray Bookchin. « Il n'est pas totalement absurde », écrit ce dernier, « de penser qu'une société écologique puisse être constituée d'une municipalité de petites municipalités, chacune desquelles serait formée par une "commune de communes" plus petites (...) en parfaite harmonie avec leur écosystème »^[10]^[10]. « Cela rejoint la voie tracée par le mouvement des " villes lentes " (Slow City), à la suite de celui des Slow Food. Il s'agit d'un réseau mondial de villes moyennes qui limitent volontairement leur croissance démographique à 60 000 habitants »^[11]^[11].

En revanche, le célèbre économiste Schumacher, auteur du best seller « Small is beautiful » fixe la limite bien au dessus ! Il estimait que 500 000 habitants devrait être une limite supérieure, au-delà de laquelle une cité n'est plus vivable. Cependant, cette taille correspond à des villes, telle Lyon et Toulouse, qui s'avèrent 16 fois plus nombreuses que la limite des villes selon Fotopoulos. Or, il s'agit respectivement de la 3e et 4e ville les plus grandes de France, donc cela paraît trop important, car pour la France ce serait un statu quo, voire une pression à plus de croissance pour la majorité des villes.

Depuis 2009, Siemens et The Economist ont créé un index des villes vertes européennes. Leurs critères ne sont pas vraiment ceux des écologistes radicaux, puisque les trois villes qu'ils ont élues les plus vertes sont des villes de moins d'1 million d'habitants, mais avec une démographie située entre 960 000 hab. pour Stockholm et 600 000 hab. pour Oslo et Copenhague. A titre de comparaison, Paris intra-muros compte 2 millions d'habitants. En revanche, cet index n'a pas élu de villes de plus d'1 million d'habitants, car elles permettent néanmoins, « d'effectuer des déplacements plus courts » et « plus doux », telle « la marche et le vélo ». Leur évaluation est fondée sur une 30e d'indicateurs en 8 catégories : émission de CO2, énergie, bâtiment, transport, eau, gestion des déchets, qualité de l'air, gouvernance environnementale. Cet index ne prend pas en compte, le critère de la qualité de vie culturelle, ni les opportunités professionnelles, puisqu'il est centré seulement sur l'environnement. « Il existe aussi une forte corrélation plus forte encore, avec le niveau de richesse (...), car elles peuvent plus puissamment investir dans des infrastructures écologiques efficaces » souligne Julien Damon^[12]^[12]. En revanche, si l'on sélectionne uniquement le critère de l'empreinte carbone ou écologique, ces trois grandes villes élues villes vertes, n'auraient pas un bon classement. En particulier à cause du nombre du nombre d'habitants. Car cela nécessite des transports de denrées agricoles de provenance très éloignés de la ville, d'environ 100 à 150 km au moins. Puisque, comme l'a calculé Gagné pour Paris, avec ces 2 millions d'habitants, cela suppose le double de distance^[13]^[13]. De plus, la trop forte densité de population nécessite la construction d'infrastructures de transport des habitants, tels les métros profondément enfouis sous terre, qui engendre une empreinte carbone et écologique très importante. Trop de densité de population accroît donc les infrastructures à l'excès et donc l'empreinte écologique. Par contre, trop peu de densité, limite l'autonomie économique, donc pousse vers plus de déplacement à l'extérieur des villages ou des trop petites villes, par exemple pour aller travailler, ou pour les loisirs...

A la lumière de ces différents indicateurs, il nous semble que les propositions de limitation de la taille de villes, qui semblent les plus réalistes au plan écologique et socio-économique varient entre 30 000 habitants (l'équivalent de la taille de la ville de Cambrai, de Lens, Nevers... ou auparavant de Dole dans le Jura) et 60 000 habitants, telles les villes de Chambéry, Niort ou Troyes en 2020. Ce mode d'organisation relocalisé offre l'avantage de permettre une autonomie socio-économique, mais aussi politique (l'autogestion) et une qualité de vie, du fait de la proximité de la relation à la nature notamment.

Le niveau de la densité, de la diversité et de la densité de diversité contribue à la qualité de vie. Ce sont des dimensions qui relèvent notamment des 5 secteurs de la qualité de vie culturelle, environnemental, socio-économiques, démocratique. La densité de diversité relève de la qualité, de la quantité et de la densité des possibilités et de l'offre d'activités sociales et culturelles.

Certains urbanistes qualifie la densité de diversité, par le terme « d'intensité ». Dominique Bidou explique que l'intensité « c'est la conjugaison de nombreuses fonctions qui rend les villes et villages intenses. L'intensité d'un territoire c'est l'intensité de vie de ses habitants. On observe que la densité peut être rehaussée partout où l'intensité du territoire est élevé. Paris en offre une parfaite illustration (...) ». Dans les grands ensembles, les quartiers avec de nombreux grands immeubles « l'absence de diversité, les déficits de services ou l'isolement créent de véritables carences. La densité perçue apparaît excessive du fait de l'uniformité architecturale fonctionnelle, culturelle, sociale du quartier. L'ennui pas loin fils de l'uniformité. Il faut mélanger les densités d'habitats, d'activités, de loisir, de paysage, de biodiversité, de mobilité..., bref apporter de la complexité. On introduit ainsi l'intensité. Créez de la diversité, de la qualité, de la beauté en un mot de l'intensité et la densité suivra. Il est possible de construire en protégeant la biodiversité et en adaptant le niveau de densité au "génie du lieu" », c'est à dire aux caractéristiques spécifiques locales^{[14][14]}. Plus une ville est grande, plus elle offre d'opportunités de loisirs, d'offres artistiques, culturelles, de métiers diversifiés, etc., à l'inverse, des petites villes et plus encore des petits villages. Pour le géographe Thierry Paquot une ville doit combiner « la diversité, l'urbanité, et l'altérité ». Pour lui l'urbanité, c'est être « désintéressé et généreux », tandis que l'altérité signifie se montrer « hospitalier », « sans critère sélectif ». « L'homogénéité socioculturelle », c'est aussi l'uniformité architecturale et végétale, ce qui s'oppose à la diversité^{[15][15]}.

Cependant, les petits villages diminuent l'anonymat et la solitude des grandes villes, donc facilitent les contacts. Néanmoins, cela vaut surtout pour les personnes qui ne disposent pas de facilités personnelles pour lier des contacts, car les autres peuvent au contraire multiplier les rencontres. Cependant, dans les villages la pression sociale, le « qu'en-dira-t-on » s'accroît aussi et exerce une pression sur ceux qui entendent vivre librement de manière différentes des autres. La qualité de vie relationnelle ne se révèle donc pas forcément meilleure dans les villages, mais plutôt différentes.

Il y a donc trois moyens d'accroître la densité de la population :

- soit par la densification horizontale, grâce à l'accroissement du nombre de personnes dans une même surface horizontale (le nombre de personnes dans un même logement),
- soit par la densification verticale, c'est à dire en multipliant les logements d'un immeuble, en accroissant le nombre d'étages),
- soit par la densification horizontale et verticale (en augmentant le nombre de personnes dans un logement et le nombre d'étages de l'habitation).

La densité d'habitants se calcule par le rapport entre la quantité d'habitant par rapport à une surface au sol de l'habitation et ou par rapport à un volume d'habitation.

Les urbanistes cherchent un équilibre entre les excès de densité urbaine et le manque de diversité d'opportunités. Or, la qualité de vie au plan socioculturel suppose aussi un minimum de densité d'habitant au km². Car plus la densité en habitant diminue, plus les temps de déplacements s'accroissent (lorsqu'il n'y a pas de bouchons), plus l'offre, plus la quantité d'opportunités socioculturelles diminuent.

Les temps de déplacements augmentent lorsque les distances à parcourir s'accroissent ou que la densité du trafic de véhicule se développe. Pour diminuer la durée des déplacements, il s'agit donc de diminuer les

distances à parcourir, ou d'augmenter la densité des habitants au km², ou de réduire la densité du trafic, ou de le fluidifier par plus de transports collectifs.

Trop de densité en habitants deviendra étouffant par manque d'espace vital et d'espaces verts. Cependant, ce sentiment d'étouffement par l'excès de la densité en habitants par km², peut diminuer grâce à l'accroissement de la diversité des opportunités culturelles, professionnelles, relationnelles... Par exemple, certains citadins parisiens, apprécient beaucoup d'habiter au centre de Paris, malgré des logements exiguës, surpeuplés, une foule permanente dans les rues, car en contrepartie ils disposent d'un grand choix de loisirs, de métiers... Cela leur confère un sentiment plaisant d'une forte densité de diversités. C'est à dire que la densité et la diversité se combinent dans la densité de la diversité des opportunités. Cette dernière dépend aussi de la diversité de la possibilité des choix socioculturels et professionnels et non pas seulement de leur quantité. La diversité accroît la possibilité de choix et donc augmente le niveau de la qualité de vie. Certains urbanistes, tel Dominique Bidou utilisent donc le terme d'intensité, pour parler de densité de diversité. Plutôt que le terme d'intensité, qui suggère des analogies avec la physique des flux (d'énergie, de liquides...), nous utiliserons plutôt le terme de densité, de diversité, c'est à dire la multiplication de la densité par la diversité. Ainsi, il existe des diversités fortes ou faibles, des densités fortes ou faibles et de densité de diversité forte ou faible.

En effet, à niveau égal de « forte » densité de diversité, cela peut prendre deux formes différentes. Il faut donc différencier la forte densité de diversité générée grâce à l'espace étroit ou grâce à la diversité forte.